



OiEau
Office International
de l'Eau

30
ANS
D'UTILITÉ
PUBLIQUE

**Il y a 30 ans, l'aventure de l'OiEau
commençait !**

**Témoignage de
M. Jean-François DONZIER,
Directeur général de l'OiEau
de 1991 à 2017**

Avril 2021

Les premières années de l'OiEau !

Au commencement...il y avait :

- l'**Association Française pour l'Etude des Eaux (AFEE)**, créée dans les années 1950 par les administrations et les industriels français de l'eau, pour développer un centre commun de documentation, qui dans les années 1990 disposait d'un patrimoine important de l'ordre de 150.000 références bibliographiques principalement francophones et anglophones, regroupées dans ses locaux du 21, rue de Madrid à Paris (8ème).

- l'**Institut de l'Eau de Limoges**, plus connu sous le nom de "**Fondation de l'Eau**", créé en 1977, pour faire face au développement en France de la formation professionnelle continue aux métiers de l'eau à la suite de l'évolution législative et réglementaire impulsée par la Loi sur l'Eau de 1964. La création des Agences de l'Eau et de nouveaux systèmes de financement a entraîné la construction de nombreux équipements dans le domaine de l'eau et particulièrement en assainissement, et a créé le besoin de formation des personnels des collectivités et des opérateurs à l'exploitation et à l'entretien de ces nouvelles installations.... La "Fondation de l'Eau", recevait dans les années 1990 environ 1.500 stagiaires par an dans ces deux antennes de Limoges (Haute-Vienne) et de la Souterraine (Creuse). Dès 1981, elle avait publié son premier "Cahier Technique", manuel pédagogique très illustré venant en appui des formations, maintes fois mis à jour et réédité depuis.

- le **Centre de Formation International à la Gestion des ressources en Eau (CEFIGRE)**, créé en 1977, à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes), à la suite de la conférence des Nations Unies de Mar-del-Plata, qui s'était tenue du 14 au 26 Mars de cette même année et qui avait été la première conférence internationale sur l'eau, ayant eu un impact d'envergure sur l'élaboration d'une politique globale d'action sur l'eau. C'est à l'occasion de cette réunion qu'ont également été fixés les buts de « la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement » (1981-1990) prévue par le Plan d'Action de « Mar-del-Plata ». Le CEFIGRE avait pour vocation principale la formation des cadres et responsables des administrations de l'eau des Pays émergents et en développement de la francophonie.

Ces trois organismes avaient adopté la forme juridique d'association de la Loi française de 1901, deux d'entre elles étant en outre **déclarées d'Utilité Publique**, et elles avaient à peu de chose près les mêmes membres, et aussi des Conseils d'Administration et des Bureaux similaires... Leurs financements étaient très fortement basés sur des fonds publics.

Ces trois organismes ont parfaitement rempli leur mission pendant deux décennies, mais, au début des années 1990, ils connaissaient une crise d'adaptation qui se

traduisait par des difficultés financières les obligeant à envisager des remises en cause éventuellement drastiques...

En outre, sous l'impulsion de la Région Lorraine et de la ville de Nancy, s'était ajouté le **Centre International de l'eau de Nancy (NANCIE)**, qui bien qu'à l'origine orienté vers la recherche dans le domaine de l'eau en s'appuyant sur les laboratoires de l'Universités et des écoles d'ingénieurs de la région nancéenne, avait des visées de développement aussi dans les secteurs de la formation professionnelle et de la coopération internationale, qui le mettait directement en concurrence, dans un marché pourtant étroit, avec les autres associations créées antérieurement.

Le tournant des années 90

Sauf à aller dans le mur, cette situation ne pouvait plus durer très longtemps, mais des tentatives de rapprochement entre ces associations avaient échouées et n'avaient fait d'envenimer les relations entre elles à un point où toute tentative d'arrangement se voyait vouée à l'échec....

On s'acheminait doucement vers la disparition au moins de l'AFEE et du CEFIGRE...la Fondation de l'Eau ayant été reprise en mains, sous la présidence de Gérard Delay, représentant de la SAUR, mais sans dépasser le strict point d'équilibre de ses comptes et sans perspective de développement, et le NANCIE bénéficiant d'une aide exceptionnelle des autorités lorraines quel que soit son niveau réel d'activité.

C'est alors que Michel Mousel, alors Directeur de l'Eau et de la Prévention de la Pollution et des Risques (DEPPR) au Ministère de l'Environnement a décidé de prendre les choses en main, en accord avec le Ministère de l'Agriculture, lui aussi très impliqué dans ces associations.

Sous son impulsion, les deux Ministres de l'Environnement et de l'Agriculture, Brice Lalonde et Henri Nallet, me signèrent en 1990 une lettre de mission, alors que j'étais sous-directeur des Espaces Ruraux au ministère de l'Agriculture, et à ce titre chargé de la gestion du FNDAE (Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau), de la tutelle des Sociétés d'Aménagement Régionales (SAR) et des contrats de plan Etat-Régions....et ancien Secrétaire Général du Fonds Interministériel de Développement et d'Aménagement Rural, me chargeant de prendre tous les contacts nécessaires et de proposer les options envisageables, soit pour l'arrêt d'activité, soit pour la relance de ces associations.

La solution gagnante

Cette mission a commencé par une étude de marché, permettant d'identifier les créneaux de développement possibles et non concurrentiels avec l'activité des autres organismes français de divers statuts mieux positionnés, et aussi les contraintes, les forces et les faiblesses des associations concernées....

Elle a débouché sur un plan d'actions stratégiques, dont les grandes lignes étaient les suivantes :

- Développement d'activités porteuses dans quatre domaines où il y avait une demande solvable et où aucun autre intervenant français n'était déjà fortement positionné. Il s'agissait de la formation professionnelle continue, de la gestion de l'information et de la documentation, de la création d'un système national et européen de données sur l'eau, et de la coopération internationale pour la réforme institutionnelle dans les pays souhaitant s'inspirer des exemples réussis de la France et de l'Union Européenne.

- Fusion de l'AFEE, de la FDE et du CEFIGRE au sein d'une association unique, déclarée d'Utilité Publique et adoption de règles de gouvernance donnant un place équilibrée aux partenaires issus de ces trois organismes, notamment aux régions, départements et communes concernées.....

Pour des raisons de rapidité, il a été décidé de garder la structure juridique de la Fondation de l'Eau, qui était déjà déclarée d'Utilité Publique, en adaptant ses statuts pour y accueillir les activités, les personnels et le patrimoine de l'AFEE et du CEFIGRE, qui eux même ont accepté de se dissoudre.

- Maintien de tous les sites régionaux sous réserve d'une aide à l'investissement des collectivités territoriales concernées,

- Recapitalisation et reconstitution d'un fonds de roulement suffisant pour soutenir un effort de modernisation et de repositionnement,

- Malheureusement, un plan social indispensable pour permettre de recruter les compétences nécessaires à la réalisation des nouvelles missions,

- Adoption d'une approche « industrielle et commerciale », sans renier une déontologie de service public, pour aller chercher le développement sur tous les marchés publics qui pouvaient s'ouvrir, en France, en Europe et dans le Monde.

Le NANCIE a fait alors le choix de ne pas adhérer à ce projet collectif et de rester indépendant, ce qu'il est resté jusqu'à sa dissolution à la fin des années 2000.

Il restait à trouver un nom à cette nouvelle structure : ça sera finalement « **Office International de l'Eau** ».

Les trois Assemblées Générales de l'AFEE, de la FDE et du CEFIGRE, sous l'autorité de leurs présidents respectifs, MM. Gilbert Manuelan, Gérard Delay et Yvan Chéret, votèrent ce projet au printemps 1991 et ont tenu une Assemblée Constitutive commune de tous leurs membres en juillet de cette même année pour approuver à l'unanimité les nouveaux statuts et simultanément la dissolution de l'AFEE et du CEFIGRE.

Cette Assemblée Constitutive a élu comme nouveau président de l'OiEau, M. Henri Torre, Sénateur, Ancien Ministre et Président du Comité de Bassin Rhône Méditerranée et Corse, et m'a nommé premier Directeur Général, avec prise de

fonction dès l'approbation des statuts modifiés par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil d'Etat. Ce qui fut fait par décret le 13 Septembre 1991.

Une mise en œuvre progressive et pragmatique

Dès la fin 1991, le nouvel Office International de l'Eau a repris l'activité de formation professionnelle, qui existait depuis 1976 à Limoges et à la Souterraine, en créant le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME), qui depuis lors a connu un développement spectaculaire, répondant aux besoins d'amélioration des compétences des régies municipales, des distributeurs privés et des entreprises industrielles.

Plusieurs dates jalonnent ce développement...

- 1992, édition du premier catalogue de formation aux métiers de l'eau de l'OiEau, diffusé à 4.000 exemplaires à travers la France entière,
- 1993, le CNFME forme déjà 2.787 stagiaires au cours de 269 sessions de formation annuelles. Parallèlement les thématiques s'étoffent : l'assainissement non collectif, les eaux pluviales, la télégestion et l'automatisation, la sécurité des personnels... De nouvelles plateformes pédagogiques sont créées pour offrir ces nouveaux cours en situation réelle de travail.

L'expérience unique, acquise par l'Office International de l'Eau dans le domaine de la formation professionnelle continue aux métiers de l'eau, l'a rapidement conduit à intervenir dans de nombreux pays du Monde entier, qui ont fait appel à ses compétences: sessions de formation, appui à la création et au développement de Centres de Formation Nationaux, avec de premières expériences au Nigéria et en Pologne, formation de formateurs, développement de kits pédagogiques dans la langue du pays, mais aussi le conseil dans tous les domaines de la Gestion des Ressources Humaines (GRH) dans les services des eaux.

Rappelez-vous, 1990, c'était les années du Minitel et du 36.15 !

Le partage de l'information française et internationale sur les ressources, les usages de l'eau et sa gestion a été depuis l'origine une des priorités du nouvel OiEau.

C'est ainsi que, dès novembre 1992, il a été possible d'accéder par Minitel à "EAUDOC", première bibliothèque numérique francophone, pour consulter un fonds de 150.000 notices documentaires sur l'eau et obtenir automatiquement l'envoi par fax du texte intégral des articles numérisés ou du sommaire des ouvrages, dans le respect du droit de copie.

L'Office International de l'Eau a été ainsi, sur son nouveau site de Limoges, un pionnier de la numérisation et d'une robotique alors innovante pour la gestion électronique à distance des documents, grâce au Minitel !

L'inauguration de ce nouveau service alors très innovant en France a été l'occasion d'organiser un voyage à Limoges de la presse nationale généraliste et spécialisée et nous a valu un grand article en 4ème de couverture du « Monde » ...

L'OiEau a assuré une assistance technique pour la création et la gestion de la base "**Fontaine**", rassemblant les notices bibliographiques des six Agences de l'Eau et du Ministère de l'Ecologie.

www.oieau.org : la révolution Internet

Mais, avec le développement d'Internet, l'OiEau s'est naturellement orienté très rapidement vers cette nouvelle technologie pour proposer dès 1996 un premier site Web. Outre la présentation des activités de l'OiEau, le Web a rendu possible la consultation en ligne et le téléchargement des documents et une offre de services enrichie (diffusion sélective de l'information, dossiers thématiques, revue de presse quotidienne, agenda des événements, sitothèque, nouvelles publications...) et bien entendu les catalogues du CNFME !

Le SANDRE

Ce n'est qu'au début des années 90, au moment où l'OiEau se créait, simultanément avec l'Institut Français de l'Environnement (IFEN), que les Pouvoirs Publics français et européens ont pris conscience de l'importance d'une bonne administration des données sur l'eau, pour assurer une meilleure gestion des ressources.

Bien sûr, on produisait déjà des données depuis longtemps, notamment sur l'hydrologie et les eaux souterraines. Le Réseau National de Bassin surveillait la qualité des cours d'eau, les DDASS la qualité de l'eau potable. On commençait à se préoccuper de la performance des stations d'épuration... Mais les données étaient hétérogènes, dispersées entre de nombreux organismes et leur accès était difficile et parfois payant. Surtout, l'agrégation des données pour les besoins de connaissance nationaux ou européens était un travail fastidieux et long de collecte, de mise au format et de vérification de sources d'origine diverses.

Il fallait réagir ! La création du **RNDE – Réseau National des Données sur l'Eau** - en 1991 a marqué une étape décisive. Les principaux producteurs de données nationaux convenaient de travailler conjointement pour assurer la conservation et l'accès à des données rendues homogènes.

L'OiEau s'est vu confié la responsabilité du **SANDRE, le Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau**, véritable système de standardisation des données sur l'eau et de gestion des référentiels nationaux, grâce auquel il devenait possible d'échanger et d'agréger les données de même nature sans souci de format.

L'OiEau, en appui de la Direction de l'Eau et des Agences de l'Eau, a pris une part très active dans la création de la **Banque Nationale des Données sur l'Eau - BNDE** – dès 1994.

L'Office International de l'Eau s'est lancé dans l'accompagnement du développement de **Systèmes d'Information sur l'Eau régionaux ou nationaux**, dans toutes les parties du Monde.

Sur la base de l'expérience acquise en France avec le Réseau National des Données et le Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur

l'Eau, l'OiEau a rapidement été sollicité par des pays étrangers pour les appuyer sur les aspects organisationnels de la création de leur propres systèmes d'information : collaboration interinstitutionnelle, validation des objectifs, mise en place de langage commun, notamment tout au début au Mexique ... Il a aussi appuyé en particulier la création du **SEMIDE, le Système Euro-Méditerranéen d'Information dans le Domaine de l'Eau**, lancé à la suite de la conférence Méditerranéenne sur la gestion locale de l'eau de Marseille en 1997,

Un acteur efficace de la coopération internationale

L'Office International de l'Eau s'est vu confier la mission d'opérateur de coopération internationale en matière de réforme institutionnelle du secteur de l'eau dans les pays souhaitant s'inspirer des exemples réussis de la France et de l'Union Européenne.

La **Gestion Intégrée** des Bassins des fleuves, lacs et aquifères locaux, nationaux ou transfrontaliers, a été au cœur des activités de l'OiEau depuis 30 ans.

L'expérience française, développée autour de l'expertise des Agences de l'Eau et des Comités de bassin, a fait l'objet des premiers projets de coopération, dès le début des années 1990 avec la Pologne, le Mexique ou le Brésil, l'Indonésie ou la Côte d'Ivoire, désireux de s'en inspirer.

Après avoir organisé un colloque sur la gestion par bassin lors de la Conférence des Nations Unies de 1992 à Rio de Janeiro, l'OiEau avec ses partenaires français et espagnols et avec l'appui des Ministères et Agences de l'eau français, a organisé la conférence constitutive du **Réseau International des Organismes de Bassin, le RIOB**, les 4, 5 et 6 mai 1994, à Aix-les-Bains et Chambéry à l'invitation de Michel Barnier, alors Ministre de l'environnement.

L'OiEau assure, depuis 1994, le Secrétariat Technique Permanent du RIOB, pour promouvoir la gestion intégrée des bassins au travers d'un échange mondial d'expériences entre ses Membres. Le RIOB compte aujourd'hui 188 Organismes-Membres et observateurs de 88 Pays, sans compter les 250 comités de bassin brésiliens regroupés dans leur réseau régional, le REBOB.

L'OiEau a constitué au fil des années un réseau d'experts disposant d'une véritable compétence pluridisciplinaire et à la recherche constante d'une adaptation de ces concepts et méthodologies aux contextes institutionnels les plus variés, sur tous les continents.

1991 – 2021, l'Office International de l'Eau va fêter ses 30 ans !

Plus que jamais les activités qu'il a développées deviennent nécessaires dans le monde entier à la bataille pour l'eau que l'humanité a engagée pour faire face aux défis de la croissance démographique, de l'urbanisation et du changement climatique, et la vision qui a porté la restructuration de 1990 apparaît comme toujours pertinente.

Jean – François Donzier
Avril 2021